

Séance plénière CESER du 20/10/11
Rapport sur le Développement Durable
Déclaration de la CGT

Monsieur Le Président, Chères et chers collègues,
Monsieur le Président Cher(e)s Collègues,

Le rapport, qui est soumis à notre avis, doit établir une évaluation de la politique régionale en matière de développement durable.

L'exercice semble une gageure compte tenu du caractère transversale de toute réelle politique de développement durable.

Le document présenté est certes exhaustif et représente, pour les services régionaux, un travail collaboratif important.

Toutefois, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour que la logique « développement durable » soit complètement intégré dans les décisions et activités de la collectivité régionale.

En effet, le développement durable repose sur trois piliers inséparables, l'absence de l'un d'eux rend toute politique de développement durable bancable.

Pilier social, pilier économique et pilier environnemental représentent un triplé de la volonté politique d'assurer un développement humain sur le long terme, aed vita aeternam...

Or, encore aujourd'hui, au mieux, (et au plus), le Conseil Régional ne s'appuie que sur un, voire deux et très rarement sur les trois piliers.

Par delà les mots, l'économique et le financier exercent toujours leurs dominations et restent en dernière instance les éléments centraux de toute la politique régionale.

Deux exemples illustrent ces propos.

- 1) La création de « l'aérocampus » a induit la création d'un conseil d'administration. Or les organisations syndicales sont contraints de se battre pour obtenir leur juste représentation dans ce conseil. Est-ce développer le dialogue social sur de bonnes bases que d'écarter d'emblée les représentants des salariés, premiers intéressés par la création de cette structure de formation professionnelle ?
- 2) Il n'existe toujours pas en Aquitaine de structure pluraliste socio-économique qui donne avis sur l'attribution, le suivi des très nombreuses aides attribuées aux entreprises. Un récent rapport de la

Le bilan des comptes a montré que, nationalement, ces aides n'avaient pas une efficacité très grande quant aux objectifs recherchés et que d'autre part plus de 80% de celles-ci étaient versées aux grandes voire très grandes entreprises. Plusieurs régions ont déjà mis en place de telles structures ! Pourquoi une telle frilosité en Aquitaine ?

Le social et l'environnement ne doivent pas être les valeurs d'ajustement d'un développement durable essentiellement économique et financier.

Ces deux dimensions doivent être « parties intégrantes » d'un véritable développement durable et sont, d'ailleurs, les seules sources d'un réel développement humain durable.

Je vous remercie.